



© Mihaela Rogier - Paris

# Une révolution copernicienne

## Éditorial

◆ Koichiro Matsuura

**G**arantir cinq années d'éducation primaire à tous les enfants du monde, diviser par deux le pourcentage des analphabètes: les objectifs fixés pour l'an 2000 par la Conférence de Jomtien (Thaïlande) en 1990 ne manquaient pas d'être ambitieux.

C'est lors du Forum mondial de Dakar, en avril, que l'on va dresser le bilan des 10 années écoulées: le nombre d'enfants non scolarisés et celui des adultes analphabètes ont légèrement baissé dans l'absolu, même si, compte tenu de la croissance démographique, leur diminution relative est plus marquée.

Mais le bilan ne doit pas se limiter aux chiffres. La Conférence de Jomtien avait soutenu que l'éducation est non seulement un droit, mais aussi la clé de tout développement. Cette conviction est à présent universellement partagée. L'urgence de faire sortir l'institution scolaire de ses murs s'impose partout, en particulier pour atteindre tous ceux que les modes traditionnels d'enseignement continuent à exclure. De nouveaux partenaires (communautés, ONG, autorités civiles et religieuses locales, secteur privé) se révèlent de précieux relais. Enfin et surtout, l'analyse lucide de la situation de l'éducation pour tous qui ressort des rapports par pays préparés à l'occasion de Dakar permettra pour la première fois de dresser un diagnostic de haute précision.

### Un changement radical de cap

Les échecs recensés au terme de ces 10 années d'efforts seront, paradoxalement, porteurs d'une leçon primordiale: il ne suffira pas de faire plus; il faudra surtout faire autrement. Sans un changement radical de cap, l'éducation pour tous restera un objectif vain, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. L'éducation de base ne deviendra accessible et pertinente pour tous qu'au prix d'une révolution copernicienne de l'École.

Chacun sait que le capital sur lequel toute société peut bâtir sa progression réside dans les connaissances dont elle dispose, et dans sa capacité à les approfondir et à les diffuser. A l'ère de l'internet et de la mondialisation, il importe cependant de souligner la contradiction croissante qui existe entre les

nouvelles exigences propres à ces «sociétés du savoir» et la pérennité des systèmes majeurs d'acquisition des connaissances.

Ces derniers reposent en effet principalement sur une unité de temps (alors que l'éducation est un processus qui doit se poursuivre tout au long de la vie), de lieu (alors que tant d'apprenants potentiels ne peuvent y pénétrer), d'acteurs (ignorant par là même la contribution que peuvent apporter les autres segments de la société), de contenu (alors qu'elle devrait souligner la diversité culturelle) et de

**Privilegier dans l'«éducation pour tous» le «tous» au détriment de l'«éducation», conduirait... à creuser les disparités et les inégalités contre lesquelles l'éducation doit justement être la plus puissante des armes**

financement (alors que les fonds publics qui lui sont consacrés ne respectent pas l'accroissement inéluctable des coûts d'une éducation pour tous et tout au long de la vie). Ces structures, ces programmes, ces méthodes sont de plus en plus dépassés par les évolutions radicales qui bouleversent les sociétés dans leur ensemble.

Les voies de la révolution que nous devons nécessairement opérer commencent à s'ébaucher. La finalité de l'éducation ne peut plus se réduire à dispenser l'instruction ou la maîtrise des compétences nécessaires pour exercer un métier. Il ne faut pas oublier qu'«éduquer», c'est «conduire dehors» (*ex ducere*), c'est donner à l'apprenant les moyens de son ouverture au monde, c'est le mener jusqu'au plein épanouissement de ses capacités. Perdre de vue cette approche, privilégier dans l'«éducation pour tous» le «tous» au détriment de l'«éducation», conduirait à développer un nouveau type d'analphabétisme et à creuser les disparités et les inégalités contre lesquelles l'éducation doit justement être la plus puissante des armes. ■